

## Ces soldats israéliens qui disent non

<http://www.monde-diplomatique.fr/2002/03/ALGAZY/16302>

Archives — Mars 2002

Malgré les espoirs soulevés par les propositions saoudiennes, pour un règlement global du conflit, l'intransigeance de M. Ariel Sharon rend aléatoire un retour durable au calme en Cisjordanie et à Gaza. D'autant que la répression exercée par l'armée dans les territoires occupés augmente la détermination des Palestiniens à résister, mais aussi leur souffrance et leur sentiment d'abandon par la communauté internationale. Cependant, les missions civiles qui se relaient sur le terrain inventent une nouvelle forme d'internationalisme. La prolongation de l'impasse a suscité des fissures dans la société israélienne, de premières grandes manifestations des pacifistes, la création d'une coalition israélo-palestinienne pour la paix. Mais le mouvement le plus révélateur est celui des officiers et soldats qui ont annoncé leur refus de servir dans les territoires palestiniens. Soutenus par un tiers de la population, ils sont à l'origine d'un débat sur le comportement des troupes d'occupation.

Par Joseph Algazy

*« Nous, officiers et soldats réservistes membres d'unités combattantes des Forces de défense d'Israël, élevés selon les principes du sionisme, du sacrifice et du dévouement pour le peuple et l'Etat d'Israël, qui avons toujours servi sur les lignes de front et été les premiers à assumer toute mission, dure comme facile, pour défendre l'Etat d'Israël et le renforcer. (...) Nous, qui avons senti comment les ordres que nous avons reçus dans les territoires détruisent toutes les valeurs qui nous ont été inculquées dans ce pays. Nous, qui comprenons que le prix de l'occupation est la perte du caractère humain de Tsahal et la corruption morale de toute la société israélienne. Nous, qui savons que les territoires ne sont pas Israël, et qu'à la fin toutes les colonies devront être évacuées. (...) Nous n'allons plus combattre au-delà des frontières de 1967 afin de dominer, d'expulser, d'affamer et d'humilier un peuple entier. Nous déclarons que nous continuerons à servir dans Tsahal et à remplir toute mission qui servira la défense de l'Etat d'Israël. Les missions d'occupation et de répression ne servent pas ce but - nous n'y prendrons plus part. »*

Publiée pour la première fois sous forme d'annonce publicitaire dans le quotidien *Haaretz*, le 25 janvier 2002, cette pétition alors signée par 52 soldats et officiers de réserve (1) a fait tache d'huile. A la mi-février, elle rassemblait 230 signataires. Au total, depuis l'éclatement de l'Intifada, en octobre 2000, près de 500 réservistes ont refusé de servir dans les territoires occupés. Et 46 réservistes ou soldats objecteurs ont fait de la prison. En outre, 200 ont comparu devant les Comités de conscience de l'armée. C'est qu'entre-temps le mouvement du *serouv* (refus) a provoqué des remous dans toutes les sphères de la société israélienne, à commencer par l'armée, et déclenché un vaste débat jusqu'au sein de la Knesset, le Parlement israélien.

Toujours le 25 janvier, le quotidien *Yediot Aharonot* publiait des témoignages de réservistes. Sous-officier d'artillerie, le réserviste Ariel Shatil racontait comment il avait découvert que des soldats de son unité canardaient des innocents. Lieutenant parachutiste, David Zonshein avait vu ses camarades s'emparer par la force de maisons et les détruire. Lieutenant d'artillerie, Ishai Sagi avait été envoyé défendre des colons qui frappaient des Palestiniens et brûlaient des voitures en Cisjordanie. Sous-officier parachutiste, Shoki Sadé avait entendu des soldats de son bataillon raconter avec indifférence comment ils avaient tué un gosse à Khan Younés. Sionistes engagés, ces quatre vétérans des guerres menées par Israël au Liban restent prêts à effectuer leurs réserves, mais pas dans les territoires occupés où, explique le journal, « ils ont senti qu'ils perdaient leur figure humaine. Depuis, ils ne sont plus prêts à se taire. Leur but : créer un mouvement de refus populaire qui changera l'ordre des priorités nationales ».

Nul ou presque, en Israël, n'a été dupe au point de penser que l'armée pouvait réprimer la révolte palestinienne sans commettre des crimes de guerre. Même le ministre des transports, l'ancien général de brigade Ephraïm Sneh, avait mis en garde, six mois après le déclenchement de l'Intifada, sur les dangers d'une escalade : « Sharon, avait-il déclaré, pourra aller au tribunal international de La Haye sans moi (2). » Mais l'opinion n'a pris que graduellement la mesure des exactions commises par l'armée dans sa guerre contre les Palestiniens, et qui ont connu leur paroxysme à la mi-janvier 2002, avec la destruction de plusieurs dizaines de maisons habitées à Rafah, au sud de la bande de Gaza. Les démentis du haut commandement n'ont convaincu personne.

Une semaine auparavant s'était tenu, à Tel-Aviv, un colloque sur le thème : « As-tu pris le chemin de La Haye ? » Ancien colonel, ancien pilote fait prisonnier de guerre après que son appareil avait été abattu en Egypte en août 1970, durant la « guerre d'usure », le médecin Igal Shohat y fit allusion au verdict de la Cour condamnant certains responsables du massacre de Kfar Kassem (29 octobre 1956) et légalisant le refus d'obéir à des ordres illégaux. « Tuer des civils intentionnellement est un crime de guerre », déclara-t-il. Et d'appeler les soldats à ne pas servir dans les territoires occupés, les pilotes à refuser de bombarder des villes et les conducteurs de bulldozer à ne plus détruire de maisons, bref tout un chacun à désobéir aux ordres « recouverts du drapeau noir de l'illégalité ». « Il y a des gens, ajouta-t-il, qui ne remarquent jamais la présence du drapeau noir, même

*quand on assassine un Arabe ligoté. Il y en a d'autres qui la remarquent seulement quand ils vieillissent. Comme moi : quand j'étais un jeune pilote, je n'étais pas regardant sur le choix des moyens (3).* »

Au beau milieu de la polémique, l'ancien général Ami Ayalon, ex-chef de la marine militaire et surtout ex-chef du service de sécurité, le Shin Bet, s'étonna que « *très peu de soldats désobéissent à des ordres illégaux évidents. Or, quand on tue des enfants non armés, c'est un ordre illégal (4)* ». Cette goutte d'eau fit déborder le vase, déclenchant les foudres de l'establishment politico-militaire, décidé à casser le mouvement. Chef de l'état-major, le général Shaul Mofaz a prévenu tous les signataires de la pétition qu'ils seraient traduits devant des cours martiales et punis s'ils s'obstinaient à refuser de servir dans les territoires occupés. Son prédécesseur, l'ancien général Amnon Lipkin-Shahak, a, pour sa part, décrit ce refus comme une brèche qui menacerait d'effondrement la « muraille » de l'Etat d'Israël (5).

Le mouvement est apparu en Israël à la fin des années 1970, quand des soldats refusèrent, individuellement, de servir dans les territoires occupés et, plus tard, au Liban. Ils n'imaginaient pas que leurs enfants se trouveraient, des années plus tard, dans une situation similaire. En avril 1970, durant la guerre d'usure entre Israël et l'Egypte, un groupe de lycéens adressa, à la veille de leur mobilisation, une lettre ouverte au premier ministre, Golda Meïr, l'appelant à ne pas rejeter toute chance de paix. Durant l'été 1980, vingt-sept jeunes annoncèrent au ministre de la défense, Ezer Weizmann, qu'ils refusaient d'effectuer leur service dans les territoires occupés : certains furent condamnés à des peines de prison ferme. Au cours de l'été 1982, d'autres décidèrent de ne pas aller au Liban, et créèrent l'association Yesh Gvul (Il y a une limite), qui est toujours active.

« Cette guerre n'est pas la nôtre »

Le premier à encourager les objecteurs de conscience fut le professeur Yechayahou Leibovitz (1903-1994) qui, dès le mois de mars 1969, mit Israël en garde contre les dangers de l'occupation de territoires arabes et la domination de centaines de milliers d'Arabes. Pour lui, le Grand Israël n'était qu'un « *monstre catastrophique* » qui pourrait « *perverser l'homme israélien et anéantir le peuple juif* » en « *empoisonnant l'éducation* » et en « *nuisant à la liberté de pensée et de critique (6)* ». Des années plus tard, il assura : « *Si je dis que ces jeunes objecteurs de conscience sont de vrais héros d'Israël, c'est parce qu'ils refusent d'obéir au pouvoir et au commandement de l'armée. C'est-à-dire deux institutions légales, dont les ordres transforment le caractère de l'Etat d'Israël, qui n'a pas été établi pour dominer un autre peuple. D'organisme politique de l'indépendance nationale du peuple juif, les dirigeants civils et militaires veulent en faire l'appareil répressif d'un pouvoir juif violent contre un autre peuple, afin d'imposer une poigne juive, garnie de fer américain, à tous les territoires situés au-delà de la "Ligne verte" (7).* »

Dès le début de la répression de l'actuelle Intifada, Yesh Gvul a soutenu les soldats qui refusaient de servir dans les territoires occupés lorsque, leur nombre ne cessant de grandir, plusieurs d'entre eux furent condamnés à des peines de prison ferme. Mais l'association a également mené campagne sur le thème « La guerre pour la défense des colonies juives en Cisjordanie et à Gaza et de leurs nervis n'est pas notre guerre » et proposé aux soldats de signer une pétition déclarant qu'ils refuseraient de prendre part à la répression du peuple palestinien et de participer aux opérations de garde des colonies juives (8). En décembre 2001, Yesh Gvul franchit un nouveau pas en rappelant aux soldats que « *tirer sur des civils non armés, bombarder des quartiers peuplés, participer à des "liquidations ciblées", détruire des maisons, priver d'approvisionnement, d'alimentation et de soins médicaux, détruire des entreprises, c'est commettre autant de crimes de guerre* ». Et d'appeler conscrits et réservistes à répondre : « *Moi, non ! (9)* »

Une nouvelle association - Profil nouveau pour une société civique - a notamment diffusé une pétition de jeunes lycéens, qui écrivirent au premier ministre, au ministre de la défense et au chef d'état-major pour condamner la politique agressive et raciste du gouvernement et de l'armée et annoncer qu'ils refuseraient de prendre part à la répression du peuple palestinien (10). Deux des signataires ont fait de la prison militaire en janvier 2002.

Le refus, on le voit, n'a plus rien de marginal. Non seulement le phénomène s'est amplifié, mais il gagne de nouveaux milieux. Il touche des unités de l'armée régulière, en particulier celles des réservistes. S'y impliquent de simples soldats, mais aussi des officiers. Au-delà des jeunes d'extrême gauche, des non-sionistes et des pacifistes, il se répand parmi des Israéliens qui se définissent comme sionistes et qui, jusque récemment, participaient au consensus national sur le thème : « Right or Wrong, my Country ».

L'essor du mouvement traduit une évolution plus générale de l'opinion israélienne. Nombre de citoyens ne veulent plus prendre part aux exactions commises dans les territoires occupés. D'autres rejettent, plus généralement, la politique du gouvernement actuel dans tous les domaines, y compris économique et social. Certains ressentent de la peur et de l'angoisse tant face à la résistance armée des Palestiniens qu'aux attentats-suicides terroristes contre des civils. Beaucoup, qui avaient voté l'an dernier pour M. Ariel Sharon, sont déçus qu'il n'ait aucunement tenu sa promesse d'amener la paix et la sécurité, au contraire. Des électeurs travaillistes considèrent comme une trahison le fait que des dirigeants de leur parti cautionnent, en participant au gouvernement, l'aventurisme de M. Ariel Sharon. D'autres s'en prennent plus largement à l'échec de la gauche, qui n'a pas mobilisé - ou voulu mobiliser - l'opinion publique contre la politique désastreuse du gouvernement actuel, comme du précédent. La critique n'épargne pas les médias qui, pour la plupart, servent les autorités au

lieu d'assurer leur mission d'information honnête des citoyens (11). Ce vide politique, un mouvement contestataire tente de le remplir, essentiellement composé d'associations de défense des droits humains (comme Médecins pour les droits de la personne, Rabbins pour les droits de la personne, le Comité contre la destruction de maisons, Betselem, le Centre d'information pour les droits de la personne dans les territoires occupés, Goush Shalom), auxquelles s'est ajouté un nouveau groupe arabo-juif, Taayush, qui veut dire en arabe « vivre ensemble ». [...]

Si, des mois durant, le gouvernement et l'armée israélienne ont pu s'acharner sur les Palestiniens des territoires occupés sans rencontrer de résistance significative dans la société israélienne, cette page noire semble désormais tournée. Un mouvement pacifiste s'oppose de plus en plus fortement à cette politique aventuriste. Et il est porteur d'espoir : avec lui pourrait enfin poindre, au fond du tunnel, cette lueur aussi nécessaire à la Palestine qu'à Israël.

**Joseph Algazy**  
**Journaliste, Tel-Aviv.**

(1) Voir [la pétition](#).

(2) *Yediot Aharonot*, Tel-Aviv, 20 avril 2001.

(3) *Haaretz*, Tel-Aviv, 18 janvier 2002. Sauf indication contraire, toutes les citations sont tirées de *Haaretz*.

(4) Première chaîne, 1er février 2002.

(5) Seconde chaîne, 2 février 2002.

(6) 16 mars 1969.

(7) Yechayahou Leibovitz, *La Mauvaise conscience d'Israël. Entretiens avec Joseph Algazy*, Le Monde-Éditions, Paris, 1994.

(8) 1er décembre 2000.

(9) 9 décembre 2001.

(10) 6 septembre 2001.

(11) *Le Monde* daté 10-11 février 2002.

.